L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 27 JUILLET 1887. 60me Année

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La, a Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI, 27 JUILLET 1887

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes-Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix édit de 10 cts la ligne voir la 2e page.

La loi sur l'immigration aux Etats-Unis.

On sait qu'il se manifeste, maintenant, dans l'Ouest et dans le Nord—spécialement dans le Nord-Est—une tendance assez vive à arrêter l'immigration. Dernièrement encore, M. Chauncey Depew prononçait, devant une réunion d'officiers de l'armée du Potomac, quelques paroles graves sur ce sujet. "Les immigrants d'autrefois, disait-il, ont été d'un incalculable bénéfice pour un pays qui avait besoin de cultivateurs pour ses campagnes, d'ouvriers et d'artisans pour ses villes..... A cette heure, d'après les rapports des fonctionnaires du gouvernement, il y aurait une lacune de 70 0/0 dans la proportion des cultivateurs et des ouvriers réels, lesquels sont remplacés par des éléments propres à démoraliser les centres du travail, à fournir des vagabonds aux grands chemins, des inquisiteurs aux dépôts de mendicité." Le tableau est chargé et nous ne nous donnerons pas la peine—facile du reste—de le prouver. Nous noterons pas qu'il y ait là un mal. S'il n'existait pas, on ne songerait pas à s'en plaindre. Mais a-t-on bien pris les moyens d'y remédier ? C'est ce qu'il s'agit d'étudier.

Le mouvement hostile à l'immigration n'est point parti du Nord-est, mais de l'extrémité opposée—du Sud-Ouest, de la Californie et des Etats du Pacifique. Contre quoi réclamaient alors les populations du Far West ? Contre l'invasion de Chinois qui arrivaient, en masse, dans ces régions, y travaillaient à vil prix et provoquaient, dans les salaires, une baisse qui ne permettait pas à l'ouvrier blanc, si laborieux qu'il fût, de vivre et de faire vivre sa famille. Il y eut des émeutes, de véritables chasses au Chinois. Le Congrès finit par s'émouvoir de ce qui se passait ; il vota la loi que tout le monde connaît et qui mit à cette invasion des entraves auxquelles l'opinion publique a donné son approbation.

L'immigration chinoise avait un caractère bien distinctif, qui en faisait un juste sujet de réprobation. Les malheureux s'engageaient, là-bas, dans leur pays, et ils débarquaient, à San Francisco ou ailleurs, liés par un contrat qui enchaînait leur liberté. C'était une plaie qu'il fallait guérir le plus promptement possible, dût le malade jeter les hauts cris. C'est ce que l'on fit et ce que l'on tâcha de faire. De là, la législation qui interdit l'immigration de tout homme engagé par contrat en pays étranger. On ne s'imaginait pas alors quelle dût empêcher l'introduction d'hommes réellement utiles, que les gens qui font la guerre la plus acharnée à l'immigration, regrettent de ne pas voir débarquer, sur nos bords, en assez grand nombre.

Malheureusement, il s'est glissé dans cette loi quelques clauses, introduites un peu subrepticement, qui dépassent le but et n'avaient d'autre objet que de satisfaire une certaine partie du travail national, auquel on voulait faire sa cour. Elle dit, en effet, en substance, que l'introduction de tout travail supposant de l'intelligence, de la dextérité, du talent (skilled labor) sera interdite, excepté dans le cas où l'agira de l'établissement d'une "industrie nouvelle", et que, dans ce but, la nécessité de l'importation d'ouvriers "skilled" sera reconnue.

Il suffit de citer cette clause de la loi, pour voir qu'elle vise à assurer le monopole de certaines manufactures déjà établies. On en a, bien vite, eu la preuve.

Il y a, à Sterling, New Jersey, une magnifique fabrique de soieries fondée par un Français, M. Chaffanjon, et qui a puissamment contribué à élever cette belle industrie, aux Etats-Unis. Qui ne se rappelle avoir admiré, ici même, à l'Exposition de 1884, les splendides produits de cette maison ? Son exhibition a fait alors grand bruit dans toute l'Union et l'on en a encore plus parlé dans les journaux du Nord que dans ceux du Sud.

Or, M. Chaffanjon, éprouvant le besoin de faire venir de nouveaux ouvriers d'Europe, avait, dernièrement, engagé dix-neuf hommes et six femmes. Ils ont été à peu près tous retenus au Castle Garden, par la raison qu'ils avaient signé un contrat qui les engageait. Le cas a été soumis, par le "collector" du port de New-York, à l'avocat de district des Etats-Unis, lequel ne pouvait que se conformer à la loi, qui est formelle.

Un fait particulier donnera une idée des intentions qui animaient l'industriel français, en faisant venir ces travailleurs. Deux d'entr'eux se trouvent dans une situation spéciale. Il a été, récemment, inventé, en Russie une machine d'un modèle tout nouveau et dont les avantages sont, dit-on, merveilleux. Elle est presqu'inconnue en Europe. Il n'existe qu'une maison en France, près de Lyon, qui en fasse usage. Le chef de la manufacture de Sterling, New-Jersey, toujours à l'affût de la nouveauté et grand amateur du progrès, a résolu de se procurer cette machine ; il en a fait venir cinq et, avec elles, sont arrivés deux hommes capables de les faire fonctionner.

Ces deux hommes seront-ils admis ? Seront-ils considérés comme contribuant à l'établissement d'une nouvelle industrie ? Nous l'ignorons. La justice est chargée de décider.

Il n'en résulte pas moins, de la façon la plus claire que si, dans cette circonstance, on a fait venir, de France ou d'ailleurs, un certain nombre d'ouvriers habiles, c'était dans l'intérêt du développement, du perfectionnement d'une industrie qui est aujourd'hui la gloire du pays, et que la loi s'oppose à ce développement, à ce perfectionnement. On ne dira pas, comme le déclarait M. Depew, que ces travailleurs viennent faire ici du vagabondage : leur place est toute prête dans la fabrique qui les attend ; on ne prétendra pas, non plus, qu'ils n'ont pas de métier : ils en ont un excellent, qu'ils connaissent à fond, une véritable spécialité.

Si nous faisons cette réflexion, à propos de l'affaire Chaffanjon, c'est que la loi peut nous affecter sérieusement, nous, Louisianais et néo-orléanais. Que demandent, parmi nous, les hommes intelligents, véritablement amis du pays ? La venue d'immigrants et de capitaux. Que réclamons-nous, surtout, dans la Cité du Croissant ? La fondation d'établissements industriels, tels, par exemple, que des filatures de coton qui rendraient la vie, l'animation à notre métropole. Supposons que quelques capitalistes européens, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, peu nous importe, aient la très bonne idée de venir fonder une fabrique de ce genre, tout près des champs où croît la matière première, afin de s'épargner ainsi les frais de transport qui font hausser assez considérablement le produit manufacturé. Les ouvriers expérimentés leur manquant parmi nous, il est bien naturel qu'ils en fassent venir de leur pays. Un travailleur habile ne se déplace pas sans qu'on lui offre certaines garanties pour l'avenir ; il ne s'aventurera pas sans un contrat qui l'engagera vis-à-vis de son patron, mais par lequel son patron sera également engagé envers lui. Qu'arrive-t-il alors ? Une filature n'étant pas une industrie nouvelle, les deux ou trois que nous possédons ici, peuvent parfaitement s'opposer à ce qu'il s'en établisse d'autres, en interdisant l'introduction de travailleurs étrangers, sous prétexte de contrat. Nous voilà, de la sorte, empêchés, de par la loi, de développer, parmi nous, les seules institutions qui pourraient faire renaître notre ville. C'est ce que nous avons voulu faire comprendre, en nous occupant de l'affaire Chaffanjon.

LE 14 JUILLET

— A —

PARIS.

[Extrait du *Journal des Débats* du 15.]

LES BATAILLONS SCOLAIRES.

Le défilé des bataillons scolaires est devenu, pour plusieurs raisons, une des principales attractions de la fête nationale du 14 juillet. D'abord parce qu'il a lieu, au cœur même de Paris, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, sous les yeux du Conseil municipal, qui contemple avec attendrissement sa garde d'honneur. Ensuite, c'est un plaisir pour les parents, qui vont examiner, avec jalousie, si le bataillon qui compte dans ses rangs leur ou leurs héritiers défile mieux que les autres.

Hier matin, cette revue en miniature a été passée comme les autres années, sur le même emplacement, précédant de quelques heures la grande, la vraie revue de Longchamps.

L'heure fixée pour le défilé est neuf heures, et, fait à signaler, tout le monde est exact.

La place de l'Hôtel-de-Ville est entourée de barrières gardées par des gardiens de la paix et des gardes républicains. Au centre, devant la porte du palais de nos édiles, s'élève une tribune réservée aux membres du gouvernement, aux députés, aux conseillers municipaux, aux membres de la presse. Nous y remarquons : MM. Poubelle, préfet de la Seine ; Gragnon, préfet de police ; Lépine, secrétaire général de la préfecture de police ; Alphand, directeur des travaux ; Carriot, directeur de l'enseignement ; les députés Maillard, Mathé, Rey, Vergoin, Achard, Gastellier, Mesureur ; les conseillers municipaux Chassaing, de Menorval, Hervieu, Bompard, Strauss, Depasse, Stupuy, etc.

Le service d'ordre est confié à M. Cauhet, assisté de M. Hennora, inspecteur divisionnaire, et de deux officiers de paix.

Les 24 bataillons, divisés en six groupes, sont massés rue de Rivoli. Le défilé aura lieu tout à l'heure de droite à gauche par rapport à l'estrade, c'est-à-dire de la rue de Rivoli au quai.

Mais un roulement de tambours se fait entendre. Il est neuf heures précises. Le général Jeanningros, commandant supérieur de la petite troupe, qui doit passer la revue, se montre au pied de l'estrade. Il est suivi presque aussitôt de M. Spuller, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, accompagné de son état-major. Le cabinet, M. Lefèvre-Pontalis, vient ensuite, et les députés radicaux, tout fiers de leurs petits soldats.

A ce moment le coup d'œil est assez pittoresque. Au bruit des tambours la foule des curieux qui est énorme se presse contre les barrières circulaires. L'avenue Victoria, la rue de Rivoli, le quai sont noirs de monde. A toutes les fenêtres des curieux, et même jusque sur les toits.

Le défilé commence. Il a bien par colonne de bataillon. Les six musiques désignées pour faire défiler, en arrivant devant la tribune, font "par le flanc" et vont se poster en face du général Jeanningros. Chacune d'elles fait défiler quatre bataillons. Elles sont formées de tambours clairons et fifres. L'harmonie en est assez curieuse et rappelle les "pas redoublés" des zouaves.

En général, ces soldats minuscules ne défilent pas mal. Certains même s'en tirent très bien. Les adjudants, qui pour la plupart sont des plus petits, se pavanent fièrement sur le front de leurs compagnies. Les officiers de la territoriale, chargés de l'instruction, passent à droite et à gauche des survoillants. La commandant intérimaire appartient aux "scolaires" gradés ; quelques bataillons sont plus particulièrement applaudis. Ce sont ceux des écoles Lavoisier, du collège Chaptal, des écoles J.-B. Say et Arago.

Sur la fin du défilé, un passage du dernier groupe, le général Jeanningros fait arrêter le 7e bataillon. Les compagnies font "face en avant," les soldats se mettent au port d'arme, les tambours battent un roulement. Le général s'approche du capitaine François, commandant l'une des compagnies du bataillon, lui remet, au nom du Président de la République, la croix de chevalier de la Légion-d'Honneur et lui donne l'accolade.

Les applaudissements éclatent. Second roulement de tambours. Le bataillon se reforme en colonne et s'éloigne. On voit encore passer deux bataillons. Le défilé est fini. Il a duré trois quarts d'heure.

Le général Jeanningros va saluer le ministre de l'instruction publique qui lui adresse ses compliments. La cérémonie est terminée. Les barrières, qui ne sont plus maintenues, donnent libre accès au public qui envahit bientôt la place.

Aucun incident à signaler. Aucun cri. Aucune manifestation. Quelques vendeurs de biographies et de portraits du général Boulanger ; de chansons : *Il reviendra !* ou *En r'venant de la r'vue !* de numéros exceptionnels du *Cri du Peuple* ne trouvent aucun écho dans la foule qui laisse même partir sans la moindre manifestation les conseillers municipaux et les députés radicaux, tout fiers de leurs petits soldats.

LA MANIFESTATION DE LA LIGUE DES PATRIOTES A LA STATUE DE STRASBOURG.

Comme les années précédentes, le comité directeur de la Ligue des patriotes avait adressé à tous ses membres une circulaire les invitant à prendre part à la manifestation patriotique en souvenir de l'Alsace-Lorraine.

Dès huit heures du matin, les membres de la Ligue et de nombreuses Sociétés commencent à se grouper aux abords de la gare de l'Est, qui a été assignée comme point de réunion.

M. Déroulède, arrivé vers neuf heures, va de groupe en groupe et invite les membres de la Ligue, ainsi que toutes les Sociétés qui se joindront au cortège, à observer le plus grand silence.

—Ne crier même pas "Vive la France!" leur dit-il ; rendons notre manifestation imposante par son recueillement. Les événemens ont assez parlé depuis quelque jours et il est inutile de manifester notre patriotisme par des cris.

On se conforme à ces instructions ; la foule reste calme, seuls, quelques camelots crient : "Demandez le sifflet patriotique, le sifflet Boulanger, le sifflet système Rochefort ! Voilà le grand succès du jour !" Mais ils ne trouvent guère d'acheteurs.

A neuf heures vingt minutes, le cortège se met en marche, chaque Société bannière déployée et portant une couronne offerte aux provinces annexées, dans l'ordre suivant :

La Chorale alsacienne, l'Alsacienne, Société gymnastique, les Patriotes de la Moselle, l'Orphéon alsacien-lorrain, le groupe de la Vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, la loge d'Alsace-Lorraine, la Société la Prévoyante, la Ligue des patriotes, les volontaires de 1870-71, la Société l'Alliance, la Société alsacienne de secours mutuels, la Huningoise, l'Association générale d'Alsace-Lorraine, la Ligue des citoyens français.

L'itinéraire est le même que celui de l'année dernière ; la manifestation suit le boulevard de Strasbourg, les grands boulevards jusqu'à la Madeleine, la rue Royale, et enfin arrive sur la place de la Concorde, sans qu'il se produise aucun incident. Les passans paraissent accorder peu d'intérêt à cette procession et seulement de loin en loin on entend crier : "Vive la France ! vive Déroulède !" Ce n'est qu'en arrivant sur la place de la Concorde qu'on remarque quelques faibles cris de "Vive Boulanger !"

Le cortège dédie devant la statue de la ville de Strasbourg où l'on dépose des drapeaux et des couronnes. Aucun discours n'est prononcé.

A quelqu'un qui s'en étonne, M. Déroulède dit : "Je veux surtout que notre manifestation-mérite le nom de manifestation silencieuse et prouve que la Ligue des patriotes sinon que tous le peuple se recueille."

Des Alsaciens-Lorrains, faisant partie de la légion étrangère, apportent une grande couronne. M. Déroulède leur donne l'accolade en leur adressant les paroles suivantes : "Vous faites partie de la grande armée française, quoiqu'on vous appelle soldats de la légion étrangère, et, plus que bien d'autres, vous prouvez que vous êtes Français."

Des bataillons d'adultes, l'arme au pied, font la haie pendant le défilé devant la statue de Strasbourg.

Les Sociétés se rendent ensuite isolément à la statue de Jeanne-d'Arc, au pied de laquelle elles déposent une immense couronne tricolore ; M. Déroulède se contente de saluer, puis les groupes se dispersent après s'être donné rendez-vous pour la revue à la Cascade du bois de Boulogne.

LE MINISTRE DE LA GUERRE.

Le ministre de la guerre avec son état-major, se rendant à la revue, passe par les quais. Aucun curieux place Sainte-Clotilde. Une centaine devant la présidence de la Chambre. Au moment où sortent M. Floquet et le bureau, quelques cris de : "Vive Boulanger !" se font entendre, mais très clairsemés et qui demeurent sans écho. Le pont de la Concorde est garni de monde, qui regarde tranquillement voitures et escortes. Le président du Sénat a le même accueil, parfaitement calme. Les deux cortèges défilent dans l'avenue des Champs-Elysées : une voiture de jeunes gens les suit, qui chantent le *C'est Boulange, lange, lange*. Ils sont seuls à faire quelque bruit.

LA REVUE DE LONGCHAMPS

A L'ÉLYSÉE.

A une heure de l'après-midi, il n'y avait que très peu de monde aux Champs-Elysées ; de rares fiacres, dont quelques-uns contenaient jusqu'à dix jeunes gens porteurs de trompettes en carton et essayant de jouer l'air *En r'venant d'la revue*, puis s'interrompant de temps en temps pour crier : "Vive Boulanger ! Il reviendra !"

Une centaine de curieux munis de longues-vues se sont installés sur l'Arc-de-Triomphe : trois cents environ ont pris place sur des chaises à l'entrée de l'avenue du Bois de Boulogne, pour voir défiler les équipages et les piétons se rendant à Longchamps.

A une heure et quart, les abords de l'Elysée sont désertés ; on remarque de loin en loin quelques groupes d'agens.

Vers une heure et demie, les Champs-Elysées s'animent un peu ; les voitures commencent à défiler ; mais personne ne stationne.

La grille de l'Elysée est grande ouverte : le poste du palais est occupé par un détachement de la garde républicaine.

Entre la place de la Concorde et l'Arc-de-Triomphe, la foule grossit ; mais les gens qu'on rencontre ont l'air le plus pacifique du monde ; ce sont des jeunes gens en gaieté, des familles, des curieux de province amenés par les trains de plaisir.

A partir de deux heures et demie les ministres arrivent à l'Elysée d'où les départs doivent s'effectuer.

A deux heures trois quarts, un landau sort de l'Elysée. MM. Dautresme et Wilson, Mmes Wilson et Grévy se rendent à la revue. A trois heures un quart, les cuirassiers qui doivent former l'escorte prennent position aux abords de l'Elysée. La foule, une foule de curieux et non de manifestants, remplit les rues avoisinantes.

A trois heures vingt minutes, le Président de la république sort de l'Elysée. Dans sa voiture ont pris place M. Rouvier, le général Brugère et le colonel Cance. Les ministres ainsi que la maison militaire suivent dans deux autres voitures.

Au coin de l'avenue de Marigny, un seul coup de sifflet retentit et une voix crie : "Vive Boulanger !" La foule répond par un vigoureux : "Vive la France !" Le cortège suit les Champs-Elysées et l'avenue du Bois-de-Boulogne.

Le 1er régiment de dragons posté auprès de l'Arc-de-Triomphe prend la queue du cortège.

A la hauteur de l'avenue Malakoff, des agents, sous la direction de M. Guillaud, officier de paix, barrent l'avenue du Bois-de-Boulogne. Les voitures des invités prennent les voies latérales.

Il ne se produit aucun incident. Quelques cris de "Vive Boulanger !" se font entendre de loin en loin et sont aussitôt couverts par les cris de "Vive la république ! vive la France !"

A LA CASCADE.

A la cascade on la Ligue des patriotes devait se réunir à trois heures de l'après-midi, le service d'ordre avait été parfaitement organisé. 1,200 hommes de troupe, gardiens de la paix, gendarmes à cheval et à pied, gardes républicains, artilleurs, étaient disposés autour du carrefour formé par les routes qui aboutissent à ce point. MM. Clément, Véron, Lallemand, Thomas de Colligny, commissaires de police, et Gutzwiller, officier de paix, dirigeaient le service.

A partir de deux heures, la foule a commencé à affluer vers la Cascade. Cette foule qui, d'ailleurs, paraît très calme, se case comme elle peut, de tous les côtés. La curiosité est surexcitée. On sait que c'est de ce côté qu'arriveront les voitures officielles, les états-majors et une partie des troupes. On veut voir aussi les "patriotes."

Vers deux heures, des groupes de garçons pâtissiers en tenue de travail et munis de mirlitons arrivent en chantant. La foule les accueille avec gaieté. A deux heures et demie, on aperçoit M. Déroulède accompagné de quelques amis. M. Déroulède adresse à ces fidèles quelques dernières recommandations : "Crier vive Boulanger, mais ne pas crier à bas Grévy, etc."

Une musique militaire se fait entendre. On se précipite. Voici un général : "Vive Boulanger !" crient quelques jeunes gens. Les marchands de médailles et de portraits "à bon marché" du général Boulanger "avec le chapeau et le cheval noir" redoublent leurs sollicitations. Mais la vente se fait mal. Les marchands de cocs et de "limonade fraîches et bonne" se joignent à eux et offrent la "boisson Boulanger." Chaque fois qu'on aperçoit un chapeau de général les cris recommencent.

Les régiments continuent à défiler. Enfin voici l'état-major qui débouche par une avenue. Le général Ferron est en tête. C'est le moment critique. La grande manifestation annoncée par la *Lanterne* et par l'*Intransigeant* bat son plein. Des jeunes gens coiffés de chapeaux de paille verte garnis de rubans crient à tue-tête : "Vive Boulanger !" Le général Ferron passe en regardant curieusement cette foule.

Voici les voitures officielles. D'abord celles du Sénat, où se trouve M. Le Royer. Puis la voiture ministérielle où sont MM. Dautresme, Spuller, de Heredia et Floureus. Puis la voiture de la Chambre des Députés avec M. Floquet. Des cris : "Vive la république !" se font entendre, mêlés aux cris de : "Vive Boulanger !"

Cependant, la valture présidentielle, après avoir traversé les Champs-Elysées, s'est engagée dans le bois de Boulogne. Elle est escortée par deux escadrons de dragons. Sur la route, quelques cris clairsemés de : "Vive Boulanger !" se font entendre. La voiture arrive à la Cascade où devait être le million de manifestans promis par M. Rochefort. Mais on voit dès le premier moment que "l'affaire" ne marchera pas. Les réclames distribuées par la *Lanterne* ne se placent que très difficilement. Les figueurs, venus en nombre assez mesquin, sont divisés par petits groupes indécis. Il n'y a guère, comme manifestans intrépides, que les bandes de gamins qui ont déjà combattu à *Lohengrin* et au Cirque-d'Hiver.

Un incident assez amusant se produit : des reporters convaincus, qui ont suivi dans six fiacres la voiture présidentielle depuis l'Elysée, pénètrent sans façon sur la pelouse, à la suite du cortège, malgré l'opposition des agens.

LES TRIBUNES.

Dès deux heures de l'après-midi, une masse grouillante de curieux commence à envahir les environs du champs de courses. A l'extérieur, du côté qui fait face aux tribunes, une rangée de marchands de comestibles est installée sous des tentes. Bien qu'il y ait encore deux heures à attendre avant le commencement de la revue, les tribunes se remplissent peu à peu. A la droite du pavillon du Président de la république, la grande tribune a été réservée aux invités officiels. Au premier rang, qui groupe attire l'attention : au centre est M. Henri Rochefort, arrivé exprès de Boulogne-sur-Mer pour recueillir le résultat de ses efforts ; à sa droite se tient Mayer, directeur de la *Lanterne*, à sa gauche M. Leisant, derrière MM. Laguerre et Michelin, en habit, revêtus de leurs insignes de députés.

Auprès d'eux s'asseyent d'autres députés et des personnages officiels, des dames. Un compartiment séparé de la même tribune a été réservé exclusivement aux sénateurs et députés. Là, nous avons vu entre autres MM. Vergoin, Antoine de Le Forge, Hébrard, Naquet, de Pressensé, Ricard, Fontarabie, Brisson, Bardoux, etc. Beaucoup de monde dans les tribunes, partout, mais peu de toilettes, en raison sans doute du temps incertain. A ce point de vue, d'ailleurs, il y a eu une surprise agréable. Le temps est demeuré assez frais, sans qu'il pût.

Un peu après trois heures, on signale, sur la piste, les voitures de la Chambre. Elles arrivent devant la tribune officielle où se trouvent déjà M. et Mlle de Freycinet et plusieurs membres du corps diplomatique. On acclame M. Floquet, qui descend. A la demie, M. M. Le Royer arrive à son tour. Chacun des groupes de voitures est précédé d'un peloton de dragons. A quatre heures juste, on aperçoit la voiture du Président de la république qui s'engage sur la pelouse. C'est le moment critique. Toutes les personnes qui sont là sont venues beaucoup plus pour voir la manifestation annoncée que pour la revue. Les acclamations commencent : "Vive Grévy. Vive la république !" Tous les regards se tournent vers le groupe des boulangistes. M. Rochefort, semblant prendre son parti, lève son chapeau et crie faiblement : "Vive Boulanger !" Ses voisins l'imitent. Aussitôt un formidable cri de "Vive Grévy !" leur répond. Tout le monde est debout sur les banquettes. Deux cents bras se tendant vers les boulangistes. On cris : "A bas Rochefort ! A la porte ! Vive Grévy ! Vive la république !" Quelque personnes se dirigent même d'un air menaçant vers le directeur de l'*Intransigeant* ; les acclamations, toujours les mêmes, durent plus de dix minutes A la fin, on n'aperçoit plus qu'un grand trou à la place où se tenaient M. Rochefort et ses amis. Ils se sont comme effondrés. Un monsieur a essayé de siffler. Il est aussitôt désigné par ses voisins et emmené par deux gardes municipaux. En passant, il salue M. Rochefort qui lui répond à peine. Le rédacteur en chef de l'*Intransigeant* est blême. Evidemment, il ne s'attendait pas à une telle manifestation et il lui sera difficile d'affirmer que le public des tribunes s'est prononcé en faveur du général Boulanger.

Pendant ce temps, le ministre de la guerre, qui est arrivé à la tête de son état-major, prend position de l'autre côté de la pelouse, en face de la tribune présidentielle. Les cris redoublent d'un bout à l'autre des tribunes : "Vive l'armée ! Vive Ferron !" Bien que M. Rochefort et ses amis se tiennent cois, de temps à autre des gens se retournent et crient : "A bas Rochefort ! A la porte." Mais le défilé commencé et le silence se fait. En tête de l'armée de Paris, le général Saussier, passe sur un cheval magnifique. Aussitôt recommencent des acclamations unanimes : "Vive la république ! Vive Saussier ! Vive l'armée !" Les regards se tournent encore vers le groupe boulangiste. Il est toujours effondré. Cependant, on aperçoit M. Laguerre, qui se relève et qui salue du chapeau. Il n'est plus du tout question de M. Boulanger.

M. le général Saussier a pris position à la droite du ministre de la guerre. Près de lui, la musique de la garde républicaine joue pour le défilé. Nous n'essayerons pas de faire la description de cette manœuvre qui se renouvelle tous les ans. A peine peut-on dire cette fois que certains corps spéciaux, Saint-Cyr, les pompiers, les chasseurs sont particulièrement applaudis. La vérité est que, à chaque nouveau passage de troupes, les acclamations recommencent. Il n'est une juste de constater qu'elles sont tout à fait méritées. Jamais peut-être le défilé de Longchamps n'avait été effectué avec un tel ordre méthodique et une telle perfection. Les fantassins sont admirables de méthode et de régularité.

Au moment où la cavalerie va défiler à son tour, on s'aperçoit que les boulangistes de la tribune officielle ont tout à fait lâché pied. M. Rochefort n'est plus là, non plus que MM. Laguerre, Mayer et Michelin. Peut-être ont-ils voulu éviter une nouvelle algarade. Peut-être sont-ils allés rejoindre les manifestants auxquels ils ont donné rendez-vous à la Cascade. En tout cas, cette fuite a été prudente, en raison des dispositions du public.

Après les dragons, les cuirassiers passent au trot dans un nuage de poussière. Les acclamations n'ont pas cessé. Le ministre de la guerre vient, au galop, saluer le président de la république. Il est acclamé avec enthousiasme : "Vive Ferron ! Vive l'armée ! Vive la république !" M. Grévy exprime en quelques paroles la satisfaction que lui cause le magnifique spectacle auquel il vient d'assister. Puis il monte en voiture pour retourner à l'Elysée. Des cris enthousiastes saluent son départ. Jamais, assurément, M. Grévy n'a été aussi unanimement acclamé. Il est bien évident qu'il se mêle à cette manifestation sympathique un peu de protestation contre les incidents auxquels nous avons assisté depuis quelque temps. La voiture présidentielle traverse la pelouse au trot de sa layuelle les chasseurs forment la haie et se dirige vers la Cascade.

LA SORTIE.

A la vue des régiments qui défilent, la foule des manifestans massés près des barrières oublie le général Boulanger et la Ligue des patriotes. A mesure qu'un régiment passe devant, on acclame l'armée. Ce sont d'abord les pompiers qui suscitent les plus vifs applaudissemens ; puis, les gardes républicains et la cavalerie. Les arbres sont chargés de grappes humaines. A quelques pas de la barrière, des familles étendues sur l'herbe festoyent sans s'occuper de la revue.

Pendant ce temps, des scènes curieuses se produisent au restaurant de la Cascade. On voit d'abord un fringant sous-lieutenant de chasseurs à cheval qui cabriole devant les consommateurs. C'est, paraît-il M. de Lafruyère, rédacteur du *Cri du Peuple*. Puis, un mouvement se produit. M. Rochefort, accompagné de MM. Laguerre, Michelin, Laisant, Déroulède, etc., vient se réfugier dans le restaurant. Les cris ; "A bas Rochefort ! Enlevez-le !" se mêlent en nombre à peu près égal aux cris de : "Vive Boulanger !" M. Rochefort disparaît rapidement. Pendant une heure, la manifestation contre M. Rochefort continue devant le restaurant.

Les voitures officielles défilent de nouveau. Les mêmes cris recommencent avec la même gaieté. On s'amuse décidément beaucoup. On éprouve cependant un débeire ; la voiture présidentielle a pris une autre direction. Heureusement, l'état-major, le ministre de la guerre en tête, revient par le même chemin. Une bande de jeunes gens se lance à sa poursuite en hurlant : "Démission ! A bas Ferry ! Vive Boulanger ! C'est Boulang, lange, lange !"

Il serait difficile d'évaluer la foule qui assistait à la revue. Autour de la Cascade il y avait environ 15,000 à 20,000 personnes, dont un millier de manifestans.

La foule a évacué lentement et sans bruit l'hippodrome de Longchamps et, un instant après la fin de la revue, il ne restait plus que les marchands d'imitations, de portraits et de jouets "Boulanger" qui faisaient de suprêmes efforts pour épuiser le stock de leur marchandise, et les dispurt tranquillement installés sur l'herbe du bois.

LE RETOUR.

A quatre heures cinquante minutes les premiers cuirassiers revenant de la revue par l'avenue Victor Hugo prennent position dans l'avenue du Bois-de-Boulogne. Plusieurs milliers de curieux stationnent dans l'avenue et sur la place de l'Arc-de-Triomphe. A six heures, un régiment d'infanterie débouche par l'avenue de la Grande-Armée. Environ 15,000 gamins poussent des cris qui couvrent le bruit de la musique. Ils chantent les airs fameux : *En r'venant de la revue..... C'est Boulange.....* et poussent de temps à autre les cris : "Vive Boulanger !" A six heures dix minutes apparaît la voiture du Président de la république. Quelques cris de "Vive Boulanger !" se perdent au milieu des acclamations. Le Président arrive à six heures vingt cinq minutes à l'Elysée sans qu'il se produise aucun incident notable.

LA FÊTE DU JOUR.

La fête de jour n'a présenté rien d'original cette année. Tout l'intérêt de la journée était dans la revue de Longchamps, ce qui n'a pas empêché les théâtres de faire salle comble avec leurs représentations gratuites. Ce qui ne diminue pas, c'est le nombre des drapeaux ; il semble même qu'il augmente tous les ans. La plupart des rues étaient admirablement pavoisées ; les maisons disparaissaient derrière les drapeaux tricolores flottant au vent. C'est un entrain général et dont aucune fête, dans aucune capitale, ne peut donner une idée.

A L'AMBIGU.

La police secrète des anarchistes avait découvert mercredi qu'un complot se tramait entre les impérialistes et les orléanistes. Ils devaient s'assembler à deux heures, rue de Bondy, à côté de l'Ambigu, et crier : "Vive l'empereur ! Vive le roi !" Une telle manifestation était intolérable, et les anarchistes avaient juré d'étouffer ce scandale sous les cris de "Vive la Sociale !" peut-être aussi : "A bas Grévy !" Les journaux du parti avaient convié les frères et amis, il les avaient conviés sans doute un peu trop bruyamment. Les monarchistes en ont eu vent, et, en personnes prudentes, sont restés chez eux. Tout fait croire que leurs adversaires, les défenseurs acharnés de l'ordre public, ont eux aussi eu à temps "qu'on ne rirait pas" et qu'on n'aurait nul besoin d'eux : ils se sont abstenus de paraître, et la place de l'Ambigu est restée calme, troublée à peine dans son repos par quelques curieux qui allaient défiler, à l'*Auberge des Adrets*, devant un général Boulanger de papier mâché qui, le sabre à la main, de grandeur nature, d'un beau mouvement, simon d'une imposante dignité, considérait les consommateurs attablés sur le trottoir à l'ombre des girandoles et des lapions préparés pour la fête du soir.

LA SOIRÉE.

La soirée est des plus franchement gaies, mais n'a aucun caractère particulier. Des bals publics sont installés comme d'ordinaire dans la plupart des carrefours et le public danse avec entrain. Les monumens publics sont splendidement illuminés ; les lampions sont abordans aux fenêtres des particuliers, surtout dans les quartiers ouvriers. Les rares voitures qui à chaque instant leur itinéraires coupé par des bals et ne circulent que grâce à la bonne volonté du public, qui paraît d'humeur très conciliante.

On paraît se soucier fort peut de la politique. C'est à peine si de loin quelques groupes de très jeunes gens entonnent les refrains boulangistes, qui commencent déjà bien vieillis. Voici un exemple assez amusant de la façon dont on considère la question Boulanger dans les quartiers ouvriers : Parce de la Bastille, un groupe de gamins passe en criant à tue-tête : "C'est Boulange, lange, lange." Des ouvriers, en train de danser les arrêtent et crient : "En voilà assez de votre mitron. Pranzini et autres, intéressant." Et le groupe manifestant, sans se faire prier, modifie ainsi l'air fameux : "C'est Pranzini qu'il nous faut." L'impression générale est que "la scie Boulanger" a assez duré et qu'il serait bon d'inventer autres choses. C'est l'affaire de M. Paulus.

En résumé, grâce au temps favorable, cette fête du 14 juillet aura été fort gaie et la question politique n'aura pas tenu la place prépondérante que voulaient lui donner MM. Rochefort, Meyer et Déroulède. Le peuple de Paris a condamné par son indifférence l'attitude des quelques milliers de manifestans de la gare de Lyon.

Le clou de la fête a été la fête vénitienne donnée sur la Seine. Nous donnons à ce sujet quelques lignes d'impression pour terminer.

LA FÊTE VÉNITIENNE.

Le soir la Seine a été illuminée. Les ponts sont tous décorés avec une ingéniosité et une variété merveilleuses. Le pont d'Arcole est recouvert d'une véritable toiture de ballons rouges et bleus. Le pont du Châtelet est orné de girandoles et de lustres. Le pont des Arts de guirlandes rouges et bleues surmontées de place en place de fleurs de lotus blanches ; le pont des Saints-Pères de larges médaillons et de trèfles en verre de couleur. Encore des ballons orangés au pont de Solférino. Le pont de la Concorde est bordé d'une rangée d'ifs en gaz ; cette illumination d'une régularité officielle cadre bien avec l'aspect géométrique des cordons de lumière de la Chambre des Députés. Plus loin, la fantaisie se retrouve avec les girandoles et les lustres du pont des Invalides. Le pont d'Iéna n'est point éclairé. C'est là qu'on a tiré à neuf heures le plus important des trois feux d'artifice : une foule immense qui garnissait les berges, les quais voisins et les pentes du Trocadéro, a acclamé les fusées, les pluies d'étoiles et le traditionnel bouquet. Une pièce a obtenu un grand succès, et à la vérité l'effet en était merveilleux : c'était une immense cascade de feu se précipitant des parapets du pont dans la Seine sur toute la largeur du fleuve.

Sur toutes les rives de la Seine, de l'île Saint Louis à la passerelle de Passy, les arbres sont garnis de lanternes vénitiennes ; les établissemens de bains et les bateaux de blanchisseuses sont illuminés.

La masse noire de la cohue qui encombre les quais est traversée par les zigzags des lampions portés au bout des perches. De la rivière, le coup d'œil est superbe ; sous les arches de certains ponts, les illuminations des autres ponts apparaissent mêlées dans une lueur confuse. Les reflets de l'eau se diversifient à l'infini. Des bateaux à vapeur, où jouent les musiques militaires de la garnison, vont et viennent ; ils sont presque tous décorés et éclairés avec un goût charmant. Des barques couvertes de lanternes circulent au milieu des mouches et des hirondelles pavoisées ; malheureusement, cette flottille n'est pas bien nombreuse.

Des rives part un perpétuel grondement de foule d'où jaillit parfois un cri plus aigu, une énorme plaisanterie à laquelle répond bruyamment le public des embarcations. On s'interpelle et on applaudit les pauvres musiciens exténués qui soufflent dans leurs instruments d'effrayantes cacophonies. Il est vrai que, le morceau fini, les malheureux ont la consolation d'adresser des baisers et des paroles aimables aux passagères des autres bateaux. Lorsque passe une embarcation sans lanternes, c'est une grande clameur : Les lampions ! les lampions ! Du fond d'une